

10 Juillet 2012

ARTEPRINT a démarré en 2003 son activité d'Imprimerie et a eu à coeur dès le début d'en faire une activité qui respecte son environnement, mais aussi une entreprise sociale faite de dialogue et de partage avec ses salariés et l'ensemble de ses partenaires.

Nous avons mis en oeuvre des actions qui dépassent le périmètre de l'entreprise afin de sensibiliser les tiers et participer ainsi à l'apprentissage d'attitudes responsables en matière de développement durable, de droit de l'homme et du droit au travail.

C'est pour nous aussi le gage du respect du monde d'aujourd'hui mais aussi de celui de demain pour les générations futures.

C'est dans cet esprit que je renouvelle, avec force et conviction, mon engagement aux 10 principes du Pacte Mondial, et fait part de cet engagement par cette communication sur le progrès.

Pascal JARRY  
Président



## Exemples de bonnes pratiques :

### Principe 1 : Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme :

Notre société poursuit son action dans l'association « Paillettes pour Paillotes », elle est membre actif et compte tenu de son soutien assidu, elle est toujours membre d'honneur. Nous en sommes fiers et nous continuons d'apporter notre soutien financier pour la cantine, et la crèche avec service de repas aux enfants.

Cela permet aux tous petits du BURKINA FASO, d'apprendre la vie en collectivité, mais aussi de donner du temps aux mamans qui sont souvent obligées de travailler aux champs tout en assurant des repas équilibrés pour les enfants.

LA cantine de brousse continue également et nourrit aujourd'hui 200 enfants qui se trouvent loin de toute structure d'accueil.

Afin de faire connaître cette association et pour sa pérennité, notre société imprime également à titre gracieux tous les dépliants et documents d'information de l'association.

Pour toute info : [www.paillettes-pour-paillotes.fr](http://www.paillettes-pour-paillotes.fr)

### Principe 2 & 3 :

Les entreprises sont invitées à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme

Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective

ARTEPRINT assure maintenant un suivi de l'ensemble de ses fournisseurs par un audit annuel.

Dans ce cadre, ARTEPRINT vérifie que tous ses partenaires respectent bien les règles concernant le droit au travail, mais aussi celles concernant la législation sur la sécurité et la liberté d'expression.

ARTEPRINT organise tous les 4 ans les élections des délégués du personnel. Mais, peut-être par l'ouverture et le dialogue dont ARTEPRINT a toujours fait preuve, jusqu'ici, ces élections se sont toujours soldées par une carence.

De façon à ne pas laisser le dialogue social en plan face à cette carence, ARTEPRINT a créé une boîte, dite « boîte de dialogue permanente », dans laquelle les salariés peuvent déposer toutes leurs demandes, leurs idées, leurs problèmes que ce soit de façon anonyme ou personnalisée.

Tous les trimestres, ARTEPRINT organise une réunion de l'ensemble du personnel pour aborder tous les points qui ont été soulevés et tenter d'y trouver une réponse collective.

### Principes 4 & 5 :

Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination du travail forcé ou obligatoire

Les entreprises sont invitées à contribuer à l'abolition effective du travail des enfants

ARTEPRINT continue à s'assurer que sa matière première, le papier, seule matière dont l'origine peut être des pays dits émergents, vient bien de sources contrôlées.

Tous les ans, ARTEPRINT fait valider ses certifications forestières PEFC et FSC par un audit de suivi et garantit ainsi que les droits des travailleurs autochtones qui travaillent dans la filière bois sont bien protégés et que les enfants ne sont pas utilisés dans cette même filière.

A ce jour, 100 % des papiers que nous utilisons sont de sources contrôlées.

Cette année, ARTEPRINT a passé avec succès avec son renouvellement (1fois tous les 5 ans) de ses certifications.

### Principes 7, 8 et 9 :

Sur l'approche de précaution aux problèmes touchant à l'environnement :

ARTEPRINT a renouvelé sa certification SME niveau 2/3, au 4<sup>ème</sup> trimestre ARTEPRINT passe son audit en vue de l'obtention de l'ISO 14001.

Cela nous permet de mener une réflexion permanente avec l'ensemble des parties prenantes sur tous les problèmes liés à l'environnement. Grâce notamment à des cerces de réflexions qui ont été mis en place, nous continuons d'améliorer notre management en terme de développement durable et de lutte contre la pollution.

Sur les initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière de développement durable :

Marque Imprim'vert renouvelée tous les ans, ainsi que nos certifications PEFC et FSC, réalisation de notre bilan carbone tous les ans également, audit ISO 14001 prévu en fin d'année.

Cette continuité dans notre action nous permet ainsi de contrôler que nous sommes toujours sur la bonne voie et de mesurer nos résultats.

Sur la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement :



79/83 rue des Frères Lumière – ZI des Chanoux  
93330 Neuilly sur Marne – SIRET : 414 489 070 00030  
Tél : 01 43 00 75 00 / Fax : 01 43 00 72 47

Grâce à notre certification SME et à la mise au point de nos cercles de réflexion, nous avons identifié plusieurs problèmes qui ont pu être résolus : économie en matière d'eau, économie d'énergie.

Nous continuons également à compenser nos émissions de gaz à effet de serre via notre partenariat avec Action Carbone.

ARTEPRINT a mis en place la gestion, le tri et la revalorisation ou le traitement de l'ensemble de ses déchets.

## Principe 10 :

### Lutte contre la corruption

Bien, qu'à notre connaissance, ARTEPRINT n'ait jamais eu à lutter contre ce genre de délinquance, nous avons voulu cette année marquer notre engagement dans la lutte contre la corruption.

ARTEPRINT a donc fait paraître une note de service à destination de tous les membres du personnel qui engagent la société à travers des transactions commerciales (clients, fournisseurs, prestataires).

Dans cette note (copie jointe), ARTEPRINT :

- rappelle les textes en vigueur ;
- indique son engagement dans la lutte contre la corruption ;
- fait part aux destinataires des engagements qu'ils ont à tenir dans le cadre de leurs fonctions ;
- informe qu'il sera appliqué une tolérance zéro à tout manquement à ces engagements.

## Les résultats :

Avec l'association **Paillettes pour Paillotes (pour le BURKINA FASO)**, c'est 50 tous petits qui sont accueillis en crèche et 200 enfants en cantine de brousse.

L'association a entrepris maintenant d'aider quelques plus grands(5 actuellement) dans leur scolarisation pour les amener jusqu'à la réussite du bac : l'association paye les frais de scolarisation, les uniformes et la cantine et assure un soutien scolaire s'il le faut.

**Papiers certifiés :** Nous nous assurons grâce au renouvellement de nos certifications que tous nos papiers (100%) viennent bien de sources contrôlées.

Par notre certification **SME**, puis avec bientôt l'obtention de l'**ISO 14001** nous nous assurons toujours de nos progrès dans nos actions entreprises, ce qui nous a permis cette année de contrôler nos nuisances sonores et de maintenir nos résultats de réduction d'énergie (-25% sur la plus grosse de nos presses).

A ce jour, l'ensemble des déchets produits par notre activité sont revalorisés ou retraités.

Enfin, nous continuons à réduire nos émissions de gaz à effet de serre par la mesure de notre **Bilan Carbone**, et nous maintenons nos – 25 % depuis notre premier diagnostic.

Notre partenariat avec **Action Carbone** nous permet de nous réclamer « carbone neutre » mais surtout, dans le projet que nous continuons de financer, de faire avancer à Madagascar la valorisation des déchets organiques afin de les transformer en compost et participer ainsi au développer de leur agriculture et à la création d'emplois dans le respect des droits de l'homme et de son environnement.

Grâce à la mise en place de la **boîte de dialogue**, et des réunions de l'ensemble du personnel, ARTEPRINT assure un dialogue permanent avec l'ensemble du personnel.

## NOTE INTERNE

### Lutte contre la corruption

Neuilly sur Marne, le 22 juin 2012

**Destinataires :**

Service Fabrication  
Service commercial  
Service comptabilité

Dans l'exercice de vos fonctions, vous êtes amenés à mener des transactions commerciales, soit avec des clients, soit avec des fournisseurs et prestataires.

*Rappel et résumé des textes en vigueur :*

*La loi du 4 juillet 2005 (JO du 6 juillet 2006) a introduit dans le code pénal les incriminations de « **corruption** passive et active des personnes n'exerçant pas une fonction publique ».*

*Les **personnes morales** peuvent être déclarées **pénalement responsables** de ces infractions (Cf. article 445-4 du code pénal issu de la loi du 5 juillet 2005).*

*Dans le secteur privé, la **corruption active** consiste à « proposer, directement ou indirectement, des offres, des promesses ...ou des avantages quelconques à une personne » qui exerce une fonction de direction ou assure un travail, en contrepartie « d'un acte ou d'une abstention d'un acte de son activité ou de sa fonction » -ou facilité par l'activité ou la fonction- « en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles ».*

*Elle consiste aussi à céder à une personne qui sollicite une telle offre, promesse ou avantage. (Cf. article 445-1 du code pénal ci-dessous.)*

*L'incrimination de **corruption passive** dans le secteur privé concerne toute personne qui exerce, dans le cadre d'une activité professionnelle ou sociale, une fonction de direction ou un travail (pour une personne physique ou moral ou un organisme quelconque).*

*Elle consiste pour cette personne à solliciter ou agréer, à tout moment, directement ou indirectement, des offres, des promesses ...ou des avantages quelconques pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte de son activité ou de sa fonction, - ou facilité par son activité ou sa fonction - en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles ( article 445-2 du code pénal)*

**corruption et protection du salarié :**

*Le salarié qui relate des faits de corruption aux autorités judiciaires, administratives ou à son employeur bénéficie d'une protection depuis la loi du 13 novembre 2007 relative à la lutte contre la corruption.*

*En effet, en vertu de cette loi, lorsqu'un salarié a connaissance de faits de corruption (voir définition ci-dessus) dans le cadre de son activité professionnelle, il ne peut être sanctionné sous quelque forme que ce soit, pour avoir de bonne foi, relaté ou témoigné de ces faits, auprès de son employeur ou de l'autorité administrative ou judiciaire.*

*Le candidat à un emploi, un stage ou une formation est protégé de la même manière.*



*Si l'auteur de la révélation de la corruption, fait l'objet d'une mesure telle qu'une sanction disciplinaire, d'un licenciement ou d'une mesure discriminatoire (en matière de rémunération, reclassement, affectation, mutation etc. ou autre mesure affectant sa carrière ou sa présence dans l'entreprise) ou encore d'une mise à l'écart d'un recrutement, d'un stage ou d'une formation, la décision prise à son encontre est nulle de plein droit.*

Dans le cadre de notre lutte contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et de pots de vins, nous vous rappelons ci-dessous les principes fondamentaux auxquels notre société s'est engagée :

- la société refuse de façon formelle tous agissements en provenance des tiers qui pourraient s'assimiler à de la corruption, du trafic d'influence et de la prise illégale d'intérêts.
- La société s'engage à ne pas avoir vis-à-vis de ses partenaires des agissements qui pourraient s'assimiler à de la corruption, du trafic d'influence et de la prise illégale d'intérêts.

Dès lors, nous vous rappelons qu'aux titres de vos fonctions, vous vous engagez à respecter ces principes fondamentaux, et :

- A ne pas proposer de contrepartie financière ou en nature lors de toute transaction commerciale ;
- A ne pas accepter de contrepartie financière ou en nature lors de toute transaction commerciale ;
- A ne pas favoriser de façon déloyale sous quelque forme que ce soit un partenaire plutôt qu'un autre ;
- A prévenir votre hiérarchie lorsqu'une transaction est menée avec un partenaire avec lequel vous avez par ailleurs des liens autres que professionnels.

Seuls les cadeaux d'entreprise, dont le montant unitaire est de faible valeur et qui sont budgétés et achetés par la société pourront être distribués à des tiers, dans le cadre d'opérations ponctuelles comme la remise des cadeaux de fin d'année par exemple.

Il en est de même des cadeaux que vous pourriez être amenés à recevoir : ils ne doivent pas dépasser une valeur unitaire de 60 €, et vous devrez impérativement informer votre hiérarchie de leur réception et du donneur.

Nous vous invitons également à révéler tout agissement de membre du personnel ou de tiers qui vous paraîtrait être contraire à notre éthique.

Nous comptons sur vous pour la stricte application de la présente, vous rappelant que nous appliquerons une tolérance zéro à tout manquement.

Pour la bonne forme, nous vous demandons de bien vouloir nous remettre le double de la présente signé et daté .

Le Président  
Pascal JARRY